

**LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION**

LILLE, 104, Rue de Paris  
PARIS, 43, Bd Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

# L'Égalité

de Roubaix - Tourcoing

BUREAU: 144, rue de la Gare, 45  
ROUBAIX 351-17  
TOURCOING 3-55  
2, rue Fidèle Labrousse

DIRECTRICE: M<sup>me</sup> Eug. GUILLAUME.

## DOUCHE ANGLAISE

On connaît ce genre d'hydrothérapie que l'on nomme douche écossaise et qui consiste à faire alterner les aspersion d'eau chaude et d'eau froide. On emploie volontiers également cette expression au sens figuré pour désigner la succession de deux nouvelles, la première excellente et la seconde, sinon toujours mauvaise, du moins réfrigérante. Il semble que, depuis quelque temps, la diplomatie britannique s'essaye, dans ses relations avec les amis de l'Angleterre, à adapter ce système à sa politique. Et cela nous paraît justifier le titre que nous avons inscrit en tête de ces réflexions.

Nous avons eu l'occasion, il y a quelque temps, de nous demander, à propos des pourparlers navals anglo-allemands, ce qu'il advenait des accords de Stresa. Maintenant, l'accord qui a abouti à la reconnaissance par l'Angleterre du réarmement naval allemand nous oblige à nous demander si le Cabinet de Londres ne joue pas un jeu étrangement double qui consisterait à assurer à la Grande-Bretagne toutes les possibilités dans l'importe quelle circonstance.

Ainsi, en accordant à l'Allemagne la liberté de guerre qu'elle désire, l'Angleterre, qui prétend ce faisant, poursuivre une politique réaliste et n'accepter avec le sourire que ce qu'elle estime ne pouvoir empêcher par la voie pacifique, se croit assurée d'obtenir de Berlin la signature d'un pacte aérien qui rassurerait son opinion publique.

Mais, dans le même temps, nos voisins d'Outre-Manche s'appliquent à faire disparaître les inquiétudes que cette attitude a pu faire naître à Paris et à Rome. Et l'on fait appel aux éminentes qualités diplomatiques de M. EDEN dont le voyage en France et en Italie a pour but d'affirmer la coopération anglaise à la construction de la Paix européenne dans le cadre de la sécurité.

Le jeune et brillant ministre de la vieille Angleterre réussira-t-il dans cette difficile mission ? Il est bien difficile de le croire. On conçoit, en effet, naïvement qu'il puisse persuader ses interlocuteurs de la sincérité de son gouvernement lorsqu'à Genève celui-ci passa condamnation de la dénonciation unilatérale des clauses militaires du Traité de Versailles par l'Allemagne.

Même s'il y parvenait, on serait fondé à lui demander comment il concilie cette condamnation avec l'accord naval qui constitue une nouvelle dénonciation du Traité que le Reich n'a point décliné de son propre chef, celle-là, mais qui a été réalisée, sur sa demande, par les négociateurs de Londres.

Ni le réalisme politique anglo-saxon, ni l'apparence inconséquente de certains actes de d'aucuns attribuent à l'influence des brouillards de la Tamise sur certains cerveaux britanniques et pas davantage l'éviction de M. MAC DONALD et de Sir John SIMON et leur remplacement par M. BALDWIN et Sir Samuel HOARE ne peuvent expliquer et encore moins excuser un pareil manquement aux accords tacites de Stresa.

Sans doute, pour rassurer la France, lui fait-on savoir que la Grande-Bretagne laissera celle-ci libre d'augmenter ses forces navales dans une proportion à déterminer afin de lui permettre de maintenir sa supériorité à l'égard de l'Allemagne. Cela serait bien, si la France était seule en face de l'Angleterre et du Reich. Mais ne voit-on pas que l'Italie, conformément aux accords établis, voudra que pareille latitude lui soit offerte ?

FREDERIC LAGRANGE.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

## L'AIDE AUX CHOMEURS Pour la reconduction de la Loterie des Régions Libérées

Une nouvelle démarche des maires du Nord et de l'Est auprès de MM. Pierre Laval et Marcel Régnier

### LE MINISTRE DES FINANCES A DONNÉ SON ACCORD DE PRINCIPE

(DE NOTRE REDACTION PARISIENNE)

Ainsi qu'il avait été entendu à la suite des démarches faites jeudi dernier, auprès des ministres des Travaux publics et du Travail, une délégation des membres de l'Association des maires et les



M. MAHIEU, Sénateur du Nord, qui conduisant hier, avec M. JOVELET, Sénateur de la Somme, la délégation des Maires.

Parlementaires des départements du Nord et de l'Est, s'est rendue hier à nouveau à Paris afin de poursuivre l'effort commencé en vue d'obtenir la reconduction de la Loterie des Régions Libérées.

Les délégués se sont rassemblés au Quai d'Orsay, et ont visité tour à tour M. Pierre LAVAL, président du Conseil et Marcel RÉGNIER, ministre des Finances. D'importants entretiens, sans avoir abouti à une solution, se sont déroulés. Tous les deux également, dans l'atmosphère la plus favorable, permettant, on peut le laisser entendre, de bien augurer de l'avenir.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

## MATUSKA LE DÉRAILLEUR A SU SA PEINE DE MORT CONFIRMÉE

Budapest, 26. — La Cour d'appel de Budapest a confirmé la peine de mort prononcée, le 20 novembre dernier, par le tribunal de Budapest, contre Matuska, l'auteur de la catastrophe de chemin de fer de Bistorsbay, reconnu coupable de vingt-deux assassinats et de quatorze tentatives d'assassinat.

FREDERIC LAGRANGE.

### Un tout petit Poste portatif d'émission radiophonique

La Compagnie des Téléphones de BERLIN vient de mettre en service un nouveau poste d'émission radiophonique de très petite dimension qui peut être transporté facilement, comme le montre cette photographie. Ce poste est composé de deux boîtes de même dimension dont l'une contient les appareils d'émission et de réception, et l'autre la batterie. L'émission ainsi faite peut être entendue à plus de 20 kilomètres de distance. Notre photo montre deux employés de la Compagnie faisant fonctionner l'appareil.

Lire, en cinquième page : « RADIO- RÉVEIL »

## L'AFFAIRE DE LA MUTUALITÉ DU NORD

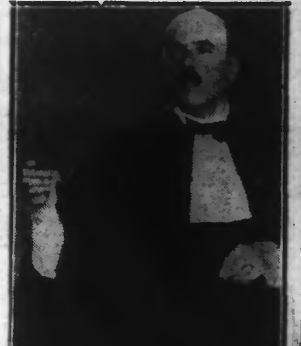
# LE PROCÈS DE M. GEORGES PETIT devant le Tribunal Correctionnel de Lille

Il s'est poursuivi hier toute la journée par le réquisitoire et les plaidoires des quatre avocats

LES DÉBATS REPRENDRONT LE 2 JUILLET DATE A LAQUELLE LES JUGEMENTS SERONT RENDUS

Parce que les deux affaires pour lesquelles M. G. PETIT comparait à la barre du tribunal correctionnel de Lille ont été disjointes la veille, au début de l'audience, la matinée d'hier fut réservée à la liquidation du premier procès. Ce procès initial porte sur le délit d'escroquerie qu'aurait commis, suivant l'accusation, M. G. PETIT, ex-président général de l'Union départementale des sociétés de secours mutuel du Nord, en vendant dans des conditions illégales à l'U. D. le terrain de la Roseraie, de Lambertart, avec un bénéfice de 1.522.000 francs.

Il restait à entendre les plaidoiries



M. Georges PETIT aux aguets pendant les débats.

surtout la préoccupation de se servir soi-même, de remplir ses poches. « Ah ! que n'a-t-il remboursé ce que l'U. D. lui réclama pour solde de tout compte. On lui a dit : Qu'il nous rem-

meines. Mais M. G. Petit a résisté, car il n'a jamais eu conscience de sa déchéance. C'est pourquoi il est assis sur ce banc aujourd'hui... » Après ce préambule, le bâtonnier entendit ce qu'il appelle la démonstration de l'escroquerie.

**La toute puissance de M. G. Petit**  
C'est d'abord l'examen minutieux des trois rapports d'experts établis contradictoirement au rapport d'évaluation de M. Lesaffre : rapport de M. Rottal, rapport de M. Corbeau, rapport de M. Marché.

La parole est à M<sup>me</sup> ARNOUX, l'un des avocats de la partie civile. L'audience commence à 8 h. 30. La salle est presque vide. M. G. PETIT se tient tranquillement assis au banc des prévenus. Il prend des notes.

M<sup>me</sup> ARNOUX suggère qu'il serait logique qu'on entendit les deux témoins concernant l'affaire suivante, c'est-à-dire celle relative au délit d'infraction à la loi sur les lotissements. Ainsi les avocats ne plaideraient qu'une fois, M. ROBIN, procureur de la République, ne requerrait également qu'une fois et les débats — ô combien pénibles — seraient écourtés.

M<sup>me</sup> PRUVOST s'y oppose. Le tribunal passe outre. La défense continue à marquer des points.

**LA PLAIDOIRIE DE M<sup>me</sup> ARNOUX**  
La parole est à M<sup>me</sup> ARNOUX, l'un des avocats de la partie civile. L'audience commence à 8 h. 30. La salle est presque vide. M. G. PETIT se tient tranquillement assis au banc des prévenus. Il prend des notes.

M<sup>me</sup> ARNOUX suggère qu'il serait logique qu'on entendit les deux témoins concernant l'affaire suivante, c'est-à-dire celle relative au délit d'infraction à la loi sur les lotissements. Ainsi les avocats ne plaideraient qu'une fois, M. ROBIN, procureur de la République, ne requerrait également qu'une fois et les débats — ô combien pénibles — seraient écourtés.

M<sup>me</sup> PRUVOST s'y oppose. Le tribunal passe outre. La défense continue à marquer des points.

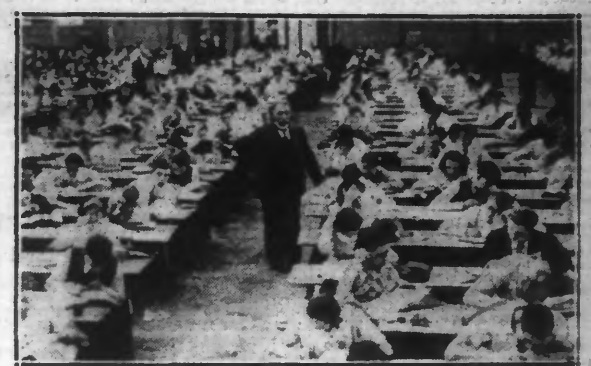
**LE TIRAGE DU SWEEPSTAKE DU GRAND PRIX DE PARIS**

Liste des numéros auxquels des chevaux ont été attribués

- Hier à 16 h., les opérations du tirage du Sweepstake du Grand Prix de Paris 1935 ont commencé au Velodrome d'Hiwer.
- Voici la liste officielle des numéros auxquels des chevaux ont été attribués :
- N° 61, MAUBOURGUET : 214.029 A, 096.187 A, 282.177 U.
  - N° 36, HAIRAN : 275.130 U, 461.906 A, 172.284 A.
  - N° 72, PEUT-ETRE : 261.683 D, 186.323 E, 264.063 A.
  - N° 24, ELZEAR : 067.977 U, 400.140 E, 447.805 Y.
  - N° 26, FARFADETTE : 205.089 U, 124.204 A, 233.886 E.
  - N° 94, SKIFF : 085.493 A, 104.504 U, 478.974 A.
  - N° 104, TOWER GUARD : 080.117 Y, 032.568 A, 222.192 A.
  - N° 2, ALMOGAVARE : 028.433 Y, 222.308 D, 467.956 E.
  - N° 114, WILL OF THE WISP : 291.458 Y, 230.256 I, 096.171 A.
  - N° 62, MEDEA : 069.774 Y, 047.911 I, 088.46 O.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

## LES ÉPREUVES DE BACCALAURÉAT ont commencé Mercredi, à Lille



Une vue du Palais-Rameau, mercredi, au cours des épreuves écrites.

Les épreuves écrites du Baccalauréat ont commencé mercredi à Lille, dans le vaste hall du Palais Rameau, boulevard Vauban. Le Baccalauréat groupe cette année près de 300 concurrents, dont un tiers de femmes, ce qui représente une augmentation sensible des candidatures. Ces épreuves ont lieu sous la présidence de M. Hubert, doyen de la Faculté des Lettres à Lille. Elles sont dirigées par M. Moutier, directeur de l'Office du Baccalauréat.

Rappelons que les épreuves écrites continuent jeudi, vendredi et samedi. Quant aux épreuves orales elles seront subies à Lille, 50, rue Gauthier-de-Châtillon, pour les séries Mathématiques et B. 9, rue Auguste-Angelier pour les séries A. A' et Philosophie. Les candidats déclarés admissibles ne seront pas convoqués individuellement, mais par voie d'affiches ou d'annonces. Les premières séries seront constituées avec des candidats de Lille ou de la région lilloise.

## M. EDEN A QUITTE ROME Les entretiens sur l'Abyssinie ont abouti à une impasse

Sur les autres questions, l'attitude italienne a été très voisine de celle de la France

MAIS ON DÉCLARE QUE LA POLITIQUE DE STRESA SUBSISTE

Rome, 26. — M. Anthony Eden a quitté Rome par le train de midi. Avant le départ du train, M. Eden s'est entretenu pendant quelques instants avec M. Su-lich, dans la salle royale de la gare. Le ministre britannique avait vu ce matin M. de Chambrun au Palais Farnèse.

« Une véritable impasse »

Rome, 26. — Au moment où M. Anthony Eden quitte Rome, il se confirme que la conversation italo-britannique pour l'Abyssinie a conduit à une véritable impasse. Il est probable que le travail des chancelleries s'efforcera de faire sortir le problème du point mort, ou il est actuellement.

La thèse italienne et l'effort de conciliation britannique se sont développés sur deux plans différents. La Grande-Bretagne, en vue d'éviter un conflit et de ne pas charger la Société des Nations du poids excessif que constitue le différend abyssin, cherchait pour l'Italie des compensations dans le domaine des avantages économiques. L'Italie, au contraire, considère que ce n'est pas la son objectif principal, mais que la question est pour elle avant tout de l'ordre du prestige.

L'impression générale est que la politique de patience suivie à l'égard de l'Éthiopie, malgré des incidents nombreux, a assez duré, que toute immixtion étrangère est inadmissible pour la dignité nationale italienne, et que les seules conversations possibles avec les nations européennes intéressées sont celles qui permettraient à l'Italie de régler directement avec le gouvernement d'Addis Abeba, l'ensemble du problème. En d'autres termes, par l'intermédiaire de tierces puissances ou de la Société des Nations, ou sans aucun intermédiaire, c'est directement avec Addis Abeba que Rome entend régler les questions qui les divisent.

**Stresa subsiste**

Rome, 26. — Les conversations de Rome ont porté, d'une part, sur les problèmes européens ; d'autre part, sur l'affaire éthiopienne.

Sur le premier point, il en résulte que la politique dite « de Stresa », c'est-à-dire la politique commune anglo-italo-française subsiste. L'attitude italienne a été très voisine de l'attitude française que M. Eden a pu constater à son passage à Paris.

Sur le deuxième point, c'est-à-dire pour l'Éthiopie, aucun résultat précis n'a été atteint, mais l'Italie et la Grande-Bretagne connaissent désormais leur point de vue respectif.

En particulier, le gouvernement de Londres a appris par la première fois de façon directe ce que sont les objectifs italiens en Afrique. Les semaines qui vont venir permettront peut-être aux deux thèses encore en opposition de se rapprocher.

**DEUX ANGLAISES FIRENT UNE CHUTE MORTELLE EN ITALIE**

Rome, 26. — Deux jeunes anglaises Misses Gibbs et Roberts, ont fait une chute mortelle au cours d'une excursion au Val Di Valle, dans la région de Pastertia.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

## Les Reines de Beauté à Boulogne-sur-Mer



On sait que les quinze miss d'Europe se rendant à TORQUAY (Angleterre) pour l'élection de Miss Europe, seront à BOULOGNE-SUR-MER samedi et dimanche prochains où elles seront officiellement reçues à l'Hôtel de Ville. On voit ici, de gauche à droite : Misses DANUBE, RHENANIE, TUNISIE, GRECE, ITALIE, ESPAGNE, HONGRIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, RUSSIE, NORVÈGE, DANEMARK, HOLLANDE, BELGIQUE et FRANCE.

Ajoutons que samedi, à l'issue de la réception par la Municipalité boulognaise, le public pourra leur faire dédicacer des photographies entre 16 h. et 17 h. 30 dans les vitrines des magasins de la ville.

Le soir, les reines assisteront à un grand banquet, honneur de la présence des autorités et le dimanche, elles feront une excursion aux environs de BOULOGNE.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)